

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

## Budget 78

# PRIX : HAUSSE SALAIRES : BLOCAGE

Deux jours de débat au Parlement sur le budget 78 et déjà les résultats sont clairs et nets : l'essence passera à 2,29 F en juin prochain et le super à 2,58 F. C'est tout un programme !

des demandes d'emplois s'est accru en France, mais ce phénomène n'est pas imputable à la politique de redressement...» précise même Raymond Barre, sans sourcilier !

Bref, tout va mal,

très beau, mais la hausse des prix est définie comme étant de 6 % par an. Or, dans les faits, depuis des années, elle tourne autour de 10 à 12 % par an !

Le budget 78, ce sera bien l'austérité, la haus-

cadre de l'Union de la gauche. Or aujourd'hui ?

Les dirigeants du PCF ont tout basé sur la voie électorale. Ils ont donc passé une alliance avec Mitterrand et Cie. Ils ont pendant cinq ans promis aux travailleurs que cette alliance allait leur apporter toutes les merveilles du monde. Mais aujourd'hui, cette alliance n'existe plus. Et les dirigeants du PCF se retrouvent sans perspective. C'est l'échec de toute la ligne électorale définie depuis près de vingt ans par les chefs du PCF.

Voilà quelle est la situation. Alors, dans ces conditions, Marchais peut bien présenter aux travailleurs un contre-projet de budget, il ne risque pas grand-chose et ce sont des promesses qui ne coûtent pas bien cher ! Suffit-il, face au plan Barre, de dire aux travailleurs : voilà ce que nous ferions si... si... si... Tout cela, c'est de la poudre aux yeux car au fond l'Union de la gauche et le PCF aussi sont dans l'impasse !



BARRE :  
TOUT  
AUGMENTE  
CONTINUONS  
L'EFFORT

Barre a redéfini sa politique : l'austérité avouée, l'austérité systématique et renforcée... pour les travailleurs bien sûr. C'est ce qu'il appelle «la poursuite de l'effort». Le chômage augmente ? Les prix aussi ? On ne réussit plus à joindre les deux bouts ? «Les résultats obtenus sont encourageants» déclare Barre au Parlement ! On pourrait croire que le chômage montre la faillite du plan Barre ? Mais non : «Bien sûr, le nombre

mais tout va bien ! Le premier ministre nous parle de poursuivre «la consolidation du redressement économique et financier». Vous l'avez vu, vous, «le redressement économique et financier» ?

Mais par contre, si les prix augmentent, le budget 78 prévoit bien toutes les mesures pour que les salaires, eux, n'augmentent pas. Les salaires augmenteront selon la hausse des prix, prévoit le budget.

En apparence, c'est

se des prix, la baisse du niveau de vie.

Là-dessus, très fier de lui en apparence, arrive Marchais. Il présente un «contre-projet de budget», dans lequel on retrouve toutes les propositions du Programme commun, version PCF. Mais une question reste posée, depuis des semaines déjà : toutes ces belles promesses, comment Marchais les réalisera-t-il ? Avant, il nous disait : par l'alliance entre le PCF et le PS, dans le

Quand on fait bien les comptes, le Parlement en soixante-douze heures de discussions, nous a offert le choix entre un Barre qui promet l'austérité et un Marchais qui nous dit que si l'Union de la gauche ne s'était pas effondrée, si les promesses avaient été tenues, on aurait pu envisager que...

N'est-il pas clair que ces vieux partis parlementaires n'ont rien de sérieux à proposer aux travailleurs !

## • Argentine

# UNE DICTATURE FEROCE

soutenue par les révisionnistes



Répression gouvernementale.

Les statistiques officielles d'Argentine annoncent une augmentation de 8,3 % des prix en septembre. Ce chiffre exclut les récentes hausses de début octobre qui concernent l'essence, le fuel, le gaz-oil, les transports publics, les trains, l'avion, les loyers, le gaz et l'électricité, hausses qui oscillent en moyenne entre 16 et 40 %.

Quant aux produits de première nécessité, lait, pain et sucre, leurs prix augmen-

tent chaque semaine. La viande a subi elle aussi une hausse très brutale.

Ces augmentations viennent abaisser un niveau de vie déjà bien faible. Mais cela n'empêche pas Martinez de Hoz, ministre de l'Economie, de réaffirmer le 1er octobre qu'il n'y aurait pas de nouvelles augmentations de salaires avant la fin de l'année.

(Suite page 2.)

## UN FILM INTOLERABLE

Actuellement passe, dans deux cinémas parisiens, un film de Vienet, l'un des plus répugnants ennemis de la Chine : «Chinois, encore un effort pour être révolutionnaires».

Ce film qui se prétend un documentaire est une grossière attaque contre la République populaire de Chine, contre le socialisme et contre l'amitié des peuples français et chinois. (Suite page 3)



Le président Mao a dirigé le peuple chinois dans la lutte pour sa libération et pour le socialisme.

## NOTRE JOURNAL ATTAQUE PAR LA JUSTICE

Le 17 octobre prochain, la 17e Chambre correctionnelle de grande instance de Paris jugera, pour la seconde fois, Suzanne Marty, directrice de publication de notre quotidien, sur plainte en diffamation du sieur Le Pen.

Le 25 avril dernier, notre journal était condamné pour «atteinte à l'honneur et à la réputation» de Jean-Marie Le Pen, président du Front national, à 3 000 F de dommages et intérêts, plus 5 000 F de frais d'insertion du jugement dans la presse, plus frais du procès. Curieusement, alors qu'il s'agit là d'une obligation légale, ce jugement n'était même pas motivé et se contentait d'affirmer, sans démonstration, que Le Pen avait été bien diffamé.

L'article de notre quotidien du 14 octobre 1976 sur l'héritage des ciments Lambert, qui avait suscité la rage de Jean-Marie Le Pen et qui était intitulé «Trois milliards pour les nostalgiques des chemises brunes», contenait notamment les affirmations suivantes, citées dans le jugement comme justifiant notre condamnation : «Le Pen et Lambert étaient liés non par la même famille mais par la même idéologie : le fascisme ; alors que Le Pen est président du Front national, Lambert était membre du Comité central de ce parti néo-nazi».

(Suite page 3)



## De l'essence aux loyers Hausse en série

A compter du vendredi 14 octobre, le prix du fuel domestique (mazout) va augmenter de 2,7 centimes par litre. Le mazout est très utilisé pour le chauffage. Cette augmentation, au début de la saison froide, va donc alourdir les charges et grèver un peu plus le budget des travailleurs.

Le prix du gaz industriel va être augmenté de 9 %. Cette augmentation sera répercutée par les capitalistes sur les prix des produits et donc, en fin de compte, payée par les consommateurs, c'est-à-dire par les travailleurs.

Le prix de l'électricité va aussi être augmenté. Les

tarifs de nuit seront relevés assez rapidement (suppression d'une tranche d'heure à prix réduit). Une hausse générale des tarifs de l'électricité est prévue pour début 1978. Un des buts de cette hausse est de financer le programme nucléaire du gouvernement.

L'essence, la vignette vont augmenter. Il en est de même des loyers et des charges.

Enfin, Segard, secrétaire d'État aux PTT, a dit qu'il ne pouvait promettre que les tarifs postaux n'augmenteraient pas en 1978. On comprend ce que cela veut dire.

### • Alger

## Le «Conférence internationale sur l'impérialisme culturel»

Mardi 11 octobre s'est ouverte à Alger la première «Conférence internationale sur l'impérialisme culturel». Les travaux prendront fin le 15 octobre prochain.

Cette conférence se tient sous l'égide du FLN et réunit une centaine de délégués européens, africains, arabes, latino-américains.

Au cours de la conférence, une soixantaine de rapporteurs doivent intervenir pour dénoncer l'asservissement culturel des peuples du tiers monde par l'impérialisme. Parmi eux, des représentants des mouvements de libération interviendront.

## ARMÉE

## La vérité doit être faite sur les morts des manoeuvres «Rhône 77»

Un comité «Vérité sur les morts des manoeuvres Rhône 77» s'est constitué à Forbach (Moselle).

Son but est «de faire toute la lumière sur les circonstances des noyades de deux appelés du contingent et d'un caporal-chef, le 17 juin dernier dans la Durance».

Ce comité est constitué à l'initiative des parents des victimes : Roland Supantschitsch, 20 ans de Hombourg Haut (Moselle), Philippe Chauvin, 20 ans de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne) et le caporal-chef, Moudkim Chariboll.

Dans un communiqué adressé mercredi 12 à la presse, le comité affirme que «le communiqué officiel de l'armée et la version des témoins oculaires ne correspondent pas.» Il demande en conséquence qu'une enquête civile soit ouverte.

Le communiqué appelle enfin à soutenir son action.

### • Nancy

## Parcmètres : il n'y a pas de petits profits

Un avocat de Nancy, poursuivi pour «infraction au stationnement payant» (il n'avait pas mis de pièce dans le parcmètre dans une rue à sens unique) avait poursuivi la société gérante de ces parcmètres pour pose illégale de ces attrape-sous.

L'argumentation de l'avocat reposait sur le fait que le stationnement au bord du trottoir, dans une rue à sens unique, ne pouvait guère gêner la circulation.

Or, la pose des parcmètres se justifie, au niveau légal, dans une avenue commerçante pour faciliter

la circulation ou afin d'éviter les stationnements abusifs, ce qui n'est pas le cas dans les rues à sens unique si la circulation est relativement fluide.

Le tribunal a donné raison à l'avocat et déclaré illégale la pose des parcmètres dans la rue en question. Cet abus reconnu ne fait que confirmer que la raison véritable de l'existence des parcmètres ne réside pas dans l'amélioration de la circulation mais dans les profits qu'elle procure. Le peuple, lui, n'a évidemment pas les moyens juridiques de lutter contre ce scandale comme l'a fait cet avocat.



# Déclaration commune du Parti marxiste léniniste des Pays-Bas (MLPN) et du Parti communiste marxiste léniniste de France (PCMLF)

Nous entamons ci-dessous la publication d'une série de communiqués communs, signés par le Parti communiste marxiste-léniniste de France et un certain nombre de partis frères. Ils témoignent de la qualité et de la fraternité des liens qui les unissent. Cette unité se fonde sur leur commune adhésion aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme et de la pensée-maotse-toung qui tracent la ligne générale du combat du Mouvement communiste international aujourd'hui.

Récemment, les délégations du Comité central du Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas et du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France se sont rencontrées. Cette rencontre a témoigné de l'unité de combat et de l'unité de vue des deux partis frères.

Nos deux partis considèrent que, tant en France qu'au Pays-Bas, la contradiction principale est celle qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat, qu'elle est antagonique. Les deux partis ont pour objectif la révolution prolétarienne armée et l'instauration de la dictature du prolétariat. Ils participent activement aux luttes de la classe ouvrière et des masses populaires pour leurs revendications immédiates et aux luttes politiques, en cherchant à se lier toujours plus étroitement aux masses.

Nos deux partis combattent la ligne politique contre-révolutionnaire des révisionnistes modernes et des réformistes, qui aspirent à la gestion du système capitaliste et s'opposent au développement du mouvement révolutionnaire des masses. Ils dénoncent les falsifications révisionnistes qui prônent la possibilité d'aménager les structures de l'État capitaliste monopoliste et s'opposent à sa destruction, qui prônent le passage pacifique au socialisme, qui entretiennent de graves illusions sur la nature de la démocratie bourgeoise.

Dans leurs propres rangs, le Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas et le Parti communiste marxiste-léniniste de France mènent une lutte intransigeante contre le révisionnisme et l'opportunisme, pour que ce soit toujours la ligne prolétarienne qui l'emporte sur la ligne bourgeoise.

Nos deux partis dénoncent les préparatifs de guerre des deux superpuissances tout en considérant que la plus dangereuse et la plus agressive à l'heure

actuelle est le social-impérialisme russe. Ils tiennent à souligner leur unité quant à l'analyse de la situation internationale. La théorie des trois mondes est l'analyse scientifique du monde actuel élaborée par Mao Tsé-toung en 1974 ; elle est basée sur l'analyse des rapports de classe à l'échelle internationale et constitue une arme puissante pour le prolétariat et les peuples du monde. Les deux superpuissances, URSS et USA, constituent le premier monde, elles sont les plus grands exploités et oppresseurs des peuples.

Le Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas et le Parti communiste marxiste-léniniste de France, partis révolutionnaires prolétariens dans des pays du second monde, soutiennent les luttes des pays et peuples du tiers monde contre l'impérialisme, l'hégémonisme et la réaction. Ils conçoivent la défense de l'indépendance nationale, dans les pays du second monde, comme devant nécessairement être placée sous la direction du prolétariat et de son parti, et comme faisant partie intégrante de la révolution prolétarienne.

Les deux délégations ont tenu à rendre hommage à la mémoire du président Mao Tsé-toung, le plus grand marxiste-léniniste de notre époque. Elles saluent chaleureusement la récente tenue victorieuse du XIe Congrès du Parti communiste chinois qui a sanctionné l'écrasement de la bande contre-révolutionnaire des Quatre. Elles saluent la nomination du camarade Houa Kou-feng, digne continuateur du président Mao, à la présidence du Parti communiste chinois.

Le Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas et le Parti communiste marxiste-léniniste de France sont pour le renforcement des liens entre partis et organisations authentiquement marxistes-léninistes des divers pays, pour l'unité et le renforcement du mouvement communiste international, sur la base du marxisme, du léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung.

Vive l'unité entre le MLPN et le PCMLF !  
Vive l'internationalisme prolétarien !

Le Comité central du Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France  
Septembre 1977

### • Argentine

## Une dictature féroce soutenue par les révisionnistes

(Suite de la page 1)

Depuis le coup d'État de mars 1976, il y a eu 8 000 morts assassinés et 30 000 disparus. Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes. En Argentine, on se fait arrêter mais surtout on disparaît totalement sans autre forme de procès. On n'en parle pas : la dictature poursuit ses crimes sans que le monde s'en aperçoive.

Une récente affaire a cependant eu des répercussions : le rapt de Mme Veronica Handl qui a la double nationalité autrichienne et argentine, et qui travaillait à l'ambassade du Mexique à Buenos-Aires. Cette femme de 25 ans fut enlevée le 6 septembre 1976. Elle a passé, les yeux bandés, deux mois dans un endroit inconnu, avant d'être transférée à la prison de Villa Devoto.

Au cours de ses onze mois de détention, elle a dû subir des sévices d'ordre sexuels et des tortures avant d'être libérée, ainsi que son fils, né en prison, le 7 octobre 1977. Cette libération a pu se faire car il s'agissait d'une personne qui possédait la nationalité autrichienne, qui était connue, etc. Mais combien de travailleurs argentins disparaissent sans que personne ne le sache ?

Quand l'exploitation du peuple s'amplifie, l'oppression grandit. Ainsi, suite aux dernières mesures économiques prises, la dictature de Videla, par crainte de mouvements la mettant en danger, a déclaré interdites toutes les activités syndicales jusqu'au 30 septembre 1978.

Ces quelques informa-

tions donnent une vague idée de l'oppression que subit le peuple argentin.

### LES REVISIONNISTES ARGENTINS ET FRANÇAIS SOUTIENNENT VIDELA

Au mois de juillet, le parti révisionniste argentin expliquait dans sa revue «Movimiento obrero» que Videla «continue de refuser les tentations autoritaires et persiste dans les buts démocratiques qu'il s'est fixés».

Le PCF reprend la même idée dans l'avant-dernier numéro de «France-Nouvelle», hebdomadaire central du PCF. Une page entière pour expliquer que Videla est un bon démocrate, mais qu'il doit faire face à de rudes adversaires, les «faucons».

«On estime que le soutien obtenu par le géné-

ral Videla lui permet d'augmenter les pressions des «faucons».» Et c'est pour cela que la démocratie a du mal à s'implanter : «Malgré tout, il ne faut pas compter sur des changements spectaculaires pour la restauration de la démocratie, bien que Videla soit soutenu par la plus large fraction de l'opinion publique.»

Ainsi tous ces morts, ces disparus, Videla, dirigeant de la junte est contre, mais il ne peut rien. Cette fable ne trouve guère d'écho en Argentine où, malgré le sabotage des révisionnistes, le peuple refuse de se plier à la dictature et ne la soutient pas comme voudrait le faire croire le PCF.

Les révisionnistes argentins et ceux du PCF ne sont pas les seuls à défendre Videla et sa dictature : l'URSS cautionne et soutient matériellement ce gouvernement. Le peuple argentin quant à lui résiste et lutte. Ce sont les deux questions qui seront abordées dans le prochain quotidien.



## Un film intolérable

(Suite de la page une)

Dans ce pseudo-documentaire, la Chine socialiste est qualifiée plusieurs fois de pays le plus fasciste de l'histoire ou du siècle. Autrement dit, le nazisme n'était rien à côté et certainement que le peuple chinois devait être heureux et plus libre sous le régime de Tchiang Kai-tchek. Les dirigeants du PCC, en premier lieu Mao Tsé-toung et Chou En-lai, sont qualifiés de bureaucrates fascistes.

Les arguments de Vienet pour étayer ses «thèses» sont ceux de la presse d'extrême-droite : «Minute», «Le Meilleur» ou l'«Aurore». Le journal «Le Monde» dont on sait qu'il mène activement lui-même une campagne antichinoise a dû reconnaître que Vienet «détourne le sens livré par les documents officiels maoïstes, recherche le mensonge derrière l'iconographie».

Ce film s'inscrit dans toute une campagne menée

par la bourgeoisie de droite comme de gauche contre la République populaire de Chine, contre le Parti communiste chinois qui maintient fermement une politique marxiste-léniniste en Chine, et dans le domaine international. Cette campagne est une campagne contre le marxisme-léninisme, contre la pensée-maoïste-toung. Elle vise l'amitié entre les peuples français et chinois.

Nous appelons les travailleurs, tous les amis de la Chine socialiste, tous ceux qui luttent pour le triomphe de la révolution prolétarienne à répondre de la manière la plus ferme à cette campagne. En premier lieu, nous ne devons pas tolérer plus longtemps la poursuite de la projection de ce film.

Dans un prochain numéro de notre journal, nous reviendrons plus en détail sur le contenu de ce film.

## Notre journal attaqué par la justice

(suite de la page une)

«Ce n'est pas un scandale d'héritage tout à fait comme les autres. Celui-ci a ceci de plus qu'il est lié vraisemblablement aux tripatouillages de certains milieux visant à financer certaines organisations para-policières ou néo-fascistes».

En annonçant la poursuite engagée contre nous par Le Pen, nous reproduisons une biographie éloquent de cet individu, depuis son attitude sous le gouvernement de Vichy et l'occupation allemande — que nous n'avons pas le droit de qualifier ici, d'après la loi bourgeoise : il y a prescription — jusqu'à celle adoptée contre la lutte de libération du peuple algérien — que nous n'avons pas le droit de qualifier ici, il y aurait diffamation !

Le Pen intentait alors aussitôt une deuxième action en justice qui aboutira très probablement à une nouvelle condamnation de notre journal lundi prochain.

On peut se demander par contre ce qu'il adviendrait de la plainte d'un travailleur immigré, déposée contre les appels racistes dont regorge le torchon publié par le sieur Le Pen, en toute illégalité d'ailleurs, puisqu'une loi française, guère évoquée devant les tribunaux, punit en principe le délit d'incitation au racisme.

Nous rendrons compte à nos lecteurs de ce nouveau procès, illustrant bien le vrai visage de la justice bourgeoise.

Pour oser dire la vérité sur des individus du genre Le Pen, notre journal se voit exposé à l'une des formes de la répression bourgeoise qui «frappe à la caisse» la presse révolutionnaire pour tenter de la faire taire.

Plus que jamais, pour remplir notre rôle, nous avons besoin du soutien financier de tous nos lecteurs : souscrivez à l'Humanité rouge pour les 60 millions avant le 31 décembre.

**Solidarité  
avec les  
emprisonnés  
corses**



Pour soutenir les militants corses emprisonnés, vous pouvez leur écrire aux adresses suivantes :

— José Stromboni, numéro 5189440. Division I, cellule 14, prison de la Santé, 75014 Paris.  
— Jean Nicolai, nu-

méro 668415, première division, cellule 351 B, prison de Fresnes (94261) 1, avenue de la Division Leclerc.

— Serge Cacciari : quartier politique, numéro 3115, centrale de Melun, BP 106, Melun (7701).

## Vis à vis de l'emploi Le cynisme des patrons

Dans son édition du 13 octobre, le quotidien patronal «Les Echos» avouait crûment que «700 000 à 800 000 demandeurs d'emploi» seraient «un retour à un taux de chômage acceptable» ! Voilà qui montre bien que tant pour le gouvernement que pour le patronat il n'est pas question pour eux de supprimer le chômage. Ils veulent simplement en diminuer artificiellement le nombre officiel, pour qu'à l'approche des élections législatives ils donnent l'illusion de l'amélioration de la situation. Les travailleurs ne sont pas dupes de cette politique d'austérité.

### IMPUISSANTS A RESOUDRE LA CRISE

Georges Marchais déclarait récemment à la télévision que le problème du chômage ne pourrait être réglé avant deux ans, deux ans et demi. Les législatives seront passées ! Seulement, ses promesses sont mensongères, car il se garde bien de dire ce qu'il entend par «régler» et quel remède miracle il a trouvé. Cela ressemble étrangement au «taux de chômage acceptable».

François Ceyrac, le patron des patrons, déclarait dans «Le Nouveau journal» du 12 octobre : «Je pense qu'il y a un grand problème dont M. Marchais, M. Barre, M. Mitterrand et M. Chirac sont également conscients ; c'est qu'on ne fera pas de miracle à court terme dans le domaine de l'emploi. Pourquoi ? Parce que nous ne sommes pas, à mon avis, en face d'une crise conjoncturelle limitée dans le temps et limitée éventuellement même à certains secteurs».

Devant son impuissance à résoudre la crise, qui est étroitement liée à la crise dans l'ensemble du monde capitaliste (pays de l'Est y compris), le patronat est amené à reconnaître que le problème est politique. Mais la politique qu'il sert est celle du grand capital et il n'a foi qu'en lui.

### «LES FEMMES... RESPONSABLES DU CHOMAGE» !

Le quotidien «Les Echos» dit distinguer quatre phénomènes de ces dernières années : tout d'abord «certains experts n'hésitent pas à affirmer que de 1968 à 1974, toute l'augmentation du chômage peut être imputée aux femmes...» Quelle infamie ! Après les immigrés «qui mangent le pain des Français», les jeunes «qui ne veulent pas travailler», ce sont les femmes qui, obligées de travailler pour pouvoir joindre les deux bouts du ménage, sont

accusées !

Ensuite il vante l'utilité du chômage, c'est ce qui permet aux entreprises de «sélectionner la main-d'œuvre qui leur est nécessaire en prenant les actifs les plus adaptés aux profits qu'elles souhaitent» !

### 2 FOIS PLUS DE CHOMEURS

A propos de la «mobilité de l'emploi», qui est un des points essentiels du plan Barre, «Les Echos» indiquent : «La mobilité, qu'elle soit professionnelle ou géographique, participe en définitive à la création du chômage. Exemple, si une décentralisation se fait par des localisations dans des zones peu industrialisées, on assiste à l'entrée en activité d'une population qui n'aurait pas travaillé sans cette implantation.» Il indique par ailleurs : «Il faudrait créer deux fois plus de postes qu'il n'y a de chômeurs pour prétendre parvenir au plein emploi». En clair, il y a deux fois plus de chômeurs réels que les chiffres officiels.

Voilà quelle est la politique des capitalistes et qui montre qu'il n'y a rien de bon à en attendre.

## Une atteinte aux droits de la défense Klaus Croissant maintenu en prison

Au nom de la «lutte contre le terrorisme international», les gouvernements et les polices français-allemands-espagnols... ont, à l'occasion de rencontres bilatérales, décidé de resserrer leurs liens. A souligner également qu'au retour de sa récente rencontre avec Elmut Schmidt, Mitterrand lançait un vibrant appel à la collaboration pour «lutter contre le terrorisme».

Mercredi la cour d'Appel de Paris a refusé la mise en liberté de Klaus Croissant, avocat de la bande à Baader.

Les juges ont motivé leur décision en soupçonnant l'avocat de vouloir profiter de sa mise en liberté éventuelle pour se soustraire à la justice française qui doit statuer sur la demande d'extradition du gouvernement allemand, le lundi 24 octobre.

Selon le juge, Croissant a en outre «quitté son pays au mépris de dispositions édictées en sa faveur par l'autorité allemande». Un

comble ! L'avocat faisait l'objet d'une violente campagne organisée par le groupe de journaux Springer et par des politiciens tels que Strauss, pour avoir dénoncé les conditions de détention des membres de la bande à Baader. Klaus Croissant était sous le coup d'une inculpation, en vertu de nouvelles lois allemandes assimilant la défense de détenus politiques à une complicité politique. Ce que le juge appelle «dispositions édictées en sa faveur» c'est la mise en liberté sous caution dont bénéficiait Croissant en Allemagne.

**Rassemblement national  
du 6 novembre**

**«OCTOBRE  
AUJOURD'HUI»**

**A la Mutualité de 13h à 22h**

## Avec le peuple corse

José Stromboni, Jean Nicolai, Serge Cacciari, trois noms encore peu connus en France. La grande presse fait en effet le silence sur le cas de ces trois militants corses emprisonnés, le premier à la Santé, le second à Fresnes, le troisième à Melun. Il faut y ajouter aussi Max Siméoni, incarcéré depuis le 28 septembre.

Où alors, quand la bourgeoisie française parle de la Corse, c'est pour mentir, pour parler de terroristes complètement coupés de la population. Mais qui est coupé de la population ? Aujourd'hui en Corse, tout le peuple se lève, se mobilise, lutte pour son droit à l'autodétermination. Et face à ce peuple, c'est l'Etat français et ses représentants qui sont isolés. C'est ainsi qu'une «manifestation» annoncée, elle, à grands renforts de publicité par les partis bourgeois, la radio et la télé, pour l'anniversaire de la Libération de la Corse, le 9 septembre, ne regroupait

quelques élus, même pas tous. L'Etat français, et aussi le PCF, avaient appelé à cette manifestation pour montrer l'attachement du peuple corse à la France. Ils en ont été pour leurs frais. Ce que veulent les patriotes corses c'est le droit de choisir eux-mêmes leur destin.

Par contre, les actions des patriotes sont largement soutenues par la population. Les coups de main contre des objectifs militaires français ou contre des objectifs représentant directement l'Etat français sont beaucoup plus fréquents qu'on ne le pense. Mais là encore, c'est le silence organisé. Or en Corse, on en parle, on approuve, on soutient les patriotes.

L'Etat français ne se contente pas d'imposer le mur du silence. Il organise la répression systématique. C'est d'ailleurs ainsi qu'il maintient son pouvoir depuis deux siècles, depuis qu'il a considéré de par sa seule volonté que la Corse était française.

Aujourd'hui, il ne se passe pas de jours sans perquisitions sans mandats, interrogatoires illégaux, intimidations, menaces sur les familles, surveillance du courrier, quadrillage dans la plaine orientale et dans la région de Bastia.

Notre journal soutient la lutte du peuple corse pour l'autodétermination, il condamne la politique répressive de l'Etat français. C'est pour nous, communistes marxistes-léninistes, une question importante, que nous exposons, faits et preuves en mains, lors de notre rassemblement national du 6 novembre.

Pour mieux savoir ce qui se passe réellement en Corse, pour connaître tout l'enjeu de cette lutte d'un peuple, pour bien voir comment elle est étroitement liée à la lutte du peuple français pour la révolution, pour soutenir le combat des patriotes corses, nous serons nombreux le 6 novembre.



## Meeting CFDT à Paris contre les mesures Stoléro « Quand une partie de la classe ouvrière est esclave, toute la classe ouvrière est esclave »

Sept à huit cents personnes étaient présentes au meeting organisé jeudi soir, à la Bourse du travail, par l'Union régionale parisienne CFDT, contre les mesures Stoléro. C'est un succès très encourageant pour cette lutte de grande importance pour toute la classe ouvrière.

Lesire-Ogrel, responsable national CFDT, montra que, de l'immigration massive organisée dans les années 60 jusqu'aux mesures Stoléro, c'est toujours la même politique pour le profit.

« L'immigré en France, ce n'est que sa force de travail... un objet dont on use, qu'on déplace et renvoie ».

Il a révélé que la mesure sur les cartes de travail est en fait appliquée depuis le 27 juillet de façon officieuse. « Quand les patrons proposent un pécule aux travailleurs de Cricket, en Savoie, c'est au fond la même chose que le million aux immigrés »...

### • Dubigeon Nantes 6e semaine de grève

Les travailleurs des chantiers navals de Dubigeon sont toujours en grève avec occupation. Le samedi 15 octobre aura lieu un gala de solidarité, à la salle municipale de Basse-Indre, à partir de 20 h 30.

Basse-Indre est une localité toute proche de Nantes et où se trouve l'importante entreprise Carnaud (métallurgie). Une réunion organisée par la commission solidarité avec la participation des paysans de la région avait regroupé près de 200 travailleurs.

Plus récemment 150 personnes environ ont participé à une réunion de la commission santé avec des représentants du syndicat de la médecine générale.

Les débats ont porté sur les conditions de travail : manipulation de l'amiante, problème de ventilation pour la soudure, particulièrement dangereuse pour les yeux, dans le fond des bateaux ; le repas de midi (50 minutes dont un quart d'heure de trajet, le temps de se laver, de se changer, il ne reste plus grand chose pour manger).

Les travailleurs ont noté l'absence de pouvoir du CHS (Comité d'hygiène et de sécurité).

Les conditions de travail, les risques de licenciements ont également des répercussions psychiques : il y a eu 2 suicides à Dubigeon depuis l'annonce des mesures sur l'emploi.

Face à tous ces problèmes, une nécessité est ressortie de toutes les interventions : celle de lutter, à tous les niveaux.

La condition pour le retour des immigrés dans leur pays, « c'est qu'ils le veulent et que la réinsertion soit possible ».

L'objectif du gouvernement - revenir en 1990 au niveau de 1960 - représente 150 000 à 200 000 départs par an : « un véritable exode ».

Les luttes des immigrés sont nombreuses (métro, Roth à Strasbourg, etc.) et ils sont de plus en plus, et de mieux en mieux présents dans les luttes avec les travailleurs français.

« Il faut mener une campagne contre le racisme et faire barrage contre les mesures Stoléro... Il faut se battre tous ensemble ; il n'y a pas d'autre solution ».

Après lui, et une fois son intervention traduite en trois langues, un travailleur maghrébin de la Général Motors prit la parole.

Il parla des municipalités

« qui refusent les immigrés au-dessus d'un certain pourcentage » (on sait que c'est notamment le cas de celles tenues par le PCF en banlieue parisienne).

Il parla en détail de l'affaire Ben Dhiab à Grenoble (travailleur tunisien expulsé parce qu'il dénonçait les annonces racistes dans les ANPE).

Il exposa enfin les actions menées dans son entreprise : affiches, tracts, discussions avec les travailleurs français qui « tombent dans le piège du gouvernement et du patronat ». Elles ont permis d'avancer, après des débuts difficiles.

« Quand une partie de la classe ouvrière est esclave, toute la classe ouvrière est esclave » dit-il pour finir.

Un travailleur africain montra ensuite que la France, après avoir pillé ses richesses, avait laissé « ses colonies » dans la pauvreté, une fois leur indépendance conquise.

« Ils ont eu besoin de nous pour faire les travaux dangereux, insalubres... Ils ont eu besoin de nous pour libérer la France... Avec notre travail, ils ont fait des

écoles, des hôpitaux, mais pas pour nous... ».

L'arrêt de l'immigration familiale, c'est les empêcher totalement de voir leur famille : « Ils ne nous laissent qu'un mois de congés et il faut 15 jours de voyage pour aller dans nos villages, 15 jours pour en revenir ».

Un travailleur portugais décrit ensuite la venue en France « en camion, comme des bestiaux ». Certains y ont laissé leur peau. « On veut que nous renoncions aux acquis de la classe ouvrière pour lesquels nous avons lutté aussi, français et immigrés : nos droits à la Sécurité sociale, aux allocations familiales, à la retraite... Nous voulons le droit au travail pour tous... Au Portugal, c'est aussi le chômage, le niveau de vie est bas... La crise capitaliste, les travailleurs n'y sont pour rien... ».

Le travailleur portugais termina par un appel à la lutte commune contre l'exploitation, pour vaincre le racisme, le chômage, les expulsions, dans les chantiers, les usines...

Français, immigrés, même patron, même combat

## La rentrée scolaire en Loire Atlantique DERRIERE LES PROMESSES D'HABY

Les promesses de M. Haby dans la période de la rentrée ont fait beaucoup de bruit. Tous les maîtres-auxiliaires seraient, paraît-il, renommés. Cette démagogie est du même style que les mesures en faveur des jeunes à la recherche d'un premier emploi. En réalité tout cela a un seul but : que les travailleurs acceptent n'importe quel emploi, n'importe où et dans n'importe quelles conditions.

« Les maîtres-auxiliaires qui ont enseigné moins d'un an n'ont aucun droit au réemploi » dit le recteur de Nantes. De toute façon, pas question de les employer pour faire des cours qui ne seront pas assurés toute l'année, ni pour remplacer des congés : des enseignants déjà en place n'ont qu'à les faire. Le raisonnement du recteur est le suivant : mieux vaut que les titulaires en place fassent des heures supplémentaires.

Pour ceux employés dans le cadre des mesures de la rentrée (appelées « 31-95 »), quels droits, quelles conditions de travail ont-ils ? Pour le recteur ce sont de simples pions qui doivent être aussi mobiles qu'il le décide lui-même : instabilité totale du travail à effectuer (enseignement, documentation, surveillance) aussi bien que du lieu de travail. Depuis la rentrée se multiplient les déplacements d'enseignants contre leur gré d'un bout à l'autre du dé-

partement, d'un bout à l'autre de l'académie. L'établissement dont on les retire a-t-il toujours besoin d'eux ? Tant pis dit le recteur.

Un enseignant qui prend à la rentrée un logement dans une ville et se trouve trois semaines après devoir travailler loin de là, a-t-il des problèmes matériels ? Le recteur répondra qu'il y a des enseignants qui ont l'audace de refuser une nouvelle affectation. Les enseignants ballottés ici et là ont-ils des problèmes familiaux ? « On ne se permet pas d'avoir des enfants quand on est auxiliaire » : voilà le genre de propos qu'ose tenir un responsable du rectorat de Nantes.

LES ENSEIGNANTS LUTTENT

« Le refus de mobilité est effrayant » dit le recteur de Nantes. Ce qui lui fait peur, c'est que la liste

des établissements qui entrent en lutte ne cesse de s'allonger. Dans notre région il y eu des grèves depuis la rentrée : à Saint-Joachim, Châteaubriant, La Chapelle-sur-Erdre, La Durantière, La Mée-Fambert, Savenay, La Roche-sur-Yon, Saint-Mars-la-Jaille, lycée Camus à Herbignac. Ce sont des luttes pour : le réemploi des auxiliaires encore au chômage, le refus du déplacement des enseignants « 31-95 », le refus des heures supplémentaires, que tous les postes soient pourvus.

Le recteur répond aux délégations qui se succèdent pratiquement tous les jours depuis la rentrée (« Un peu de calme », dit-il) soit par des mensonges, soit en appelant la police.

Nous devons encore augmenter le rapport de forces face au recteur en continuant à développer l'unité à la base et dans l'action entre travailleurs de l'enseignement, parents d'élèves, en n'accordant aucune confiance aux dirigeants départementaux et académiques du SNES et de la FEN mais en même temps en ne les confondant pas non plus avec la base de ces mêmes syndicats et en coordonnant toutes les luttes qui sont encore éparpillées.

## PROGRESSION DU NOMBRE DES SECTIONS SYNDICALES D'ENTREPRISE

D'après les statistiques fournies par le ministère du travail, le nombre des sections syndicales d'entreprises a progressé de 12% en un an.

30 171 sections au 1er juillet 76 contre 26 764 un an plus tôt.

Il faut noter qu'en 1970 il n'y en avait que 11 775. C'est dans les petites entreprises (50 à 149 salariés) que la progression est la plus

nette. Les sections syndicales se répartissent de la façon suivante :

- CGT - 40,56%
- CFDT - 24,80%
- FO - 12,26%
- CGC - 11,65%
- CFTC - 5,11%
- CFT - 1,37%

La CFT est en baisse. Parmi les autres syndicats, la CGT est également en baisse, les autres étant en hausse (en pourcentage).

### • Ramonède (Colombiers près de Toulouse)

## GREVE ILLIMITEE

- Contre la liquidation des syndicats
- Contre le travail en équipe

Depuis l'an dernier, début du plan Barre, plusieurs usines ont changé de main, c'est le cas de Mas à Toulouse et de Ramonède à Colombiers (entreprise de confection civile et militaire). Les nouveaux patrons ont les dents longues et accentuent l'exploitation tant qu'ils peuvent.

Chez Ramonède le PDG veut imposer les équipes 2x8 (6h-14h et 14h-22h) les ouvrières refusent. La section CFDT mobilise le personnel contre les équipes avec l'aide de la médecine du travail et surtout des ouvrières de Motorola, qui, elles font déjà les équipes, et viennent expliquer les conséquences désastreuses du travail en équipes sur la santé et leur vie familiale. Des ouvrières de Carrefour sont également présentes à l'AG. Lundi des débrayages commencent, mardi, c'est 5 fois 10mn. Le patron riposte, par la mise à pied illimitée, et la demande de licenciement de 3 déléguées une CFDT, 2 CGT. Dès

l'annonce de ces licenciements les ouvrières se mettent en grève illimitée.

L'enjeu de cette grève est d'une importance capitale pour les ouvrières de l'habillement. En effet, c'est la première fois que les patrons parlent d'instaurer le travail en équipes dans la confection. Le licenciement des trois déléguées les plus connues et les plus combattives fait partie d'une attaque générale contre la classe ouvrière.

Pour baisser les salaires, accroître les cadences et tirer le maximum de profits, les patrons veulent se défier des sections syndicales qui mettent un frein à leur appétit.

Il ne faut pas qu'ils réussissent chez Ramonède. Les communistes marxistes léninistes de l'humanité rouge de Toulouse appellent tous les travailleurs à soutenir activement les grévistes de Ramonède, Contre la liquidation des syndicats contre le travail en équipe.

### • Caisses d'épargne, service informatique Les raisons de la grève

La direction des Caisses d'épargne ayant échoué dans sa tentative de substituer au statut actuel une convention collective beaucoup plus défavorable au personnel, elle change de tactique.

La nouvelle tactique c'est le démantèlement de certains services. Après que le service immobilier ait été confié à un cabinet de gestion, entraînant une hausse des loyers et une restriction des conditions d'attribution des logements, c'est au tour du service informatique.

Le service informatique est un secteur stratégique et la direction générale le voudrait docile. Précisément, ce n'est pas le cas : pendant la grève de 3 mois en 76 le

service était entièrement paralysé et le retard actuel dans la mise à jour du fichier est de l'ordre de 3 mois.

Ce démantèlement signifierait pour les informaticiens la perte des garanties statutaires et des compressions de personnel.

C'est pour s'y opposer que les 50 employés du service informatique sont en grève (depuis le 7 octobre). Malgré l'échec de la grève de 76, les « écurieils », un an après, manifestent leur combativité et leur soutien (voir HR du 14 octobre).

En effet des menaces de licenciements pèsent sur tout le personnel, en particulier auxiliaire, suite à la mécanisation de certains services.